

Zuccarelli et de Rocca de Serra n'ont pas répondu...

Paru aujourd'hui, dimanche 28 février 2010

Le 29 janvier dernier, la ligue des droits de l'Homme Corse interpellait les onze têtes de listes présentes aux élections territoriales. Avec à la clef, un questionnaire organisé autour de trois thématiques : la démocratie, les questions sociales et la Corse dans son environnement méditerranéen. Sur les onze listes présentes, la LDH avait décidé ne pas s'adresser au FN Fiamma Corsa « qui sort » selon elle « du champ démocratique ». Hier, l'association a fait le point. La date limite des réponses ayant été fixée au 25 février. Huit listes sur dix, ont répondu. *« Seules, la Gauche républicaine d'Emile Zuccarelli et Rassembler la Corse 2010 de Camille de Rocca Serra sont restées silencieuses. On ne peut que le regretter. Ces deux listes ont visiblement des difficultés à débattre avec la société civile »*, a estimé André Paccou, délégué de Corse de la ligue des droits de l'Homme.

« Une démarche intéressante »

Cette ombre au tableau n'a pas empêché les membres de la LDH de porter un jugement « très positif » sur les réponses. *« Toutes expriment, à leur façon et selon leur engagement politique, la volonté de redynamiser la démocratie en Corse, à partir de la Corse »*. Une chose est sûre, pour la LDH, les listes ayant répondu ont « un vrai projet de société » et en corollaire, *« cela tourne le dos aux propos du président de la République, qui en venant en Corse, a visiblement voulu recentraliser la Corse, à Paris... »*

Concernant le deuxième thème à savoir la Corse en Méditerranée, pour la LDH, *« aujourd'hui, l'idée progresse dans les mentalités de voir l'île intégrer cet espace géographique. Et les réponses des huit listes montrent bien que cela reste un sujet qui passionne. Ainsi, nous avons des propositions, allant de l'action diplomatique, à la création d'une eurorégion Corso-Sarde. Nous avons une vraie palette d'options »*, remarque André Paccou. Autre constat effectué par le mouvement et symptomatique d'un état d'esprit : l'ensemble des propositions ne concerne que la rive nord de la Méditerranée (notamment l'Italie). Quasiment rien sur la rive sud, donc les pays du Maghreb et du Moyen-Orient. *« Certains proposent des partenariats, d'ailleurs mal définis, mais aucun vrai projet. Une liste stipule même que cette rive sud est porteuse de menaces... Naturellement, nous ne cautionnons en aucune façon cette position »*. Néanmoins, la LDH remarque avec satisfaction que l'idée de faire voter les étrangers à des élections locales fait son chemin. *« Effectivement, la plupart des listes soutiennent cette initiative »*.

Le social au centre des débats

Enfin, dernière partie du questionnaire avec les réponses sur les questions sociales. *« Les listes ayant répondu expriment toutes le même avis : il y a urgence. La LDH a conscience que ce problème est "Le" chantier politique de la future assemblée et que c'est en corollaire la clef de voûte du développement de la Corse »*.

Bref, une lecture saine et pertinente, avant d'aller voter... Pour tout savoir, tout comprendre et bien distinguer les propositions des huit listes, il suffit d'un coup de clic sur le site (*) de la ligue des droits de l'homme.

(*) www.ldh-corsica.org